



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

---

**Travaux de réfection de voirie et d'espaces verts d'une Zone d'Activités  
sur la Commune de Charnoz sur Ain (01)**

---

Date et heure limites de réception des offres :

**Jeudi 6 juin 2024 à 12h00**

Maître d'ouvrage  
**Communauté de Communes de la Plaine de l'Ain**  
143 rue du Château  
01150 CHAZEY SUR AIN

## **SOMMAIRE**

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation.....	4
1.3 - Type et forme de contrat .....	4
1.4 - Décomposition de la consultation .....	4
1.5 - Nomenclature .....	4
2 - Conditions de la consultation .....	4
2.1 - Délai de validité des offres.....	4
2.2 - Forme juridique du groupement.....	4
2.3 - Variantes .....	4
2.3.1 – Variante libre.....	4
2.3.2 – Variante imposée .....	5
2.4 - Développement durable .....	5
2.4.1 – Clause environnementale .....	5
2.4.2 – Clause sociale .....	6
3 - Les intervenants .....	6
3.1 - Conduite d'opération .....	6
3.2 - Maîtrise d'œuvre.....	6
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier .....	6
3.4 - Contrôle technique .....	6
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs .....	6
4 - Conditions relatives au contrat .....	6
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	6
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	7
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	7
5 - Contenu du dossier de consultation.....	7

6 - Présentation des candidatures et des offres.....	8
6.1 - Documents à produire .....	8
6.2 - Présentation des variantes.....	9
6.3 - Visites sur site .....	10
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	10
7.1 - Transmission électronique .....	10
7.2 - Transmission sous support papier .....	12
8 - Examen des candidatures et des offres.....	12
8.1 - Sélection des candidatures .....	12
8.2 - Attribution des marchés .....	12
8.3 - Suite à donner à la consultation .....	13
9 - Renseignements complémentaires .....	13
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	13
9.2 - Procédures de recours .....	14

## 1 - Objet et étendue de la consultation

### 1.1 - Objet

La présente consultation concerne les travaux de réfection de la voirie et des espaces verts d'une Zone d'Activités sur la Commune de Charnoz-sur-Ain (01).

Lieu(x) d'exécution : ZA du Vorgey - 01800 Charnoz-sur-Ain

### 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est une procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

### 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

### 1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

### 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45454100-5	Travaux de réfection
45112710-5	Travaux d'aménagement paysager d'espaces verts

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

### 2.3 - Variantes

La réponse aux variantes (libre ou imposées) n'est pas obligatoire.

#### 2.3.1 – Variante libre

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base).

Toutefois, s'ils le souhaitent, les candidats peuvent également présenter, conformément **aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11** du Code de la commande publique, une offre comportant une variante qui portera uniquement sur **l'enrobé en béton bitumineux (BBSG) 0/10 silico-calcaire ou porphyrique classe 3 (NF P98-130) bitume** (Article 4.13 du CCTP) et sur les prix suivants :

N° de Prix	Libellé
2.34.1	Chaussée
2.34.2	Trottoir

Les propositions devront être des formules adaptées à la circulation en zone d'activités, pour un trafic comprenant **environ 10 véhicules lourds par jour**.

**Les variantes sont jugées et classées selon les mêmes critères que les offres de bases.**

### 2.3.2 – Variante imposée (VI)

Les candidats **ont l'obligation de répondre à la solution de base** et pourront s'ils le souhaitent faire une proposition **pour les variantes imposées suivantes** :

N° de Variante	N° de Prix	Libellé
VI N°1	1.05	Travaux de nuit pour les enrobés
VI N°2	4.19 et 2.31	Curage de noue – Galet lavé 80/120

**La variante imposée est un supplément de l'offre de base qu'il appartient au pouvoir adjudicateur de retenir ou pas, elle ne se substitue pas à l'offre de base.**

## 2.4 - Développement durable

Cette consultation tient compte des objectifs de développement durable dans le cadre de la protection de l'environnement et de l'action sociale en application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique.

### 2.4.1 – Clause environnementale

Le candidat devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

#### Protection de l'environnement

Ces conditions d'exécution peuvent porter sur le réemploi et ou la valorisation des matériaux, optimisation des structures de chaussée réduisant la consommation de matériaux, des transports, etc...et le cas échéant le caractère innovant de la démarche.

**Ses objectifs de développement durable sont intégrés dans les critères de jugement des offres**, conformément aux articles L2152-7 et R2152-7 du Code de la Commande Publique.

## 2.4.2 – Clause sociale



### CLAUSE SOCIALE D'INSERTION ET DE PROMOTION DE L'EMPLOI

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, le Maître d'Ouvrage, a décidé, d'inclure dans le cahier des charges de ces marchés publics, une clause sociale **obligatoire** d'insertion et de promotion de l'emploi.

La clause applicable est détaillée dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Le titulaire du marché devra conclure en faveur de personne(s) éloignée(s) de l'emploi, un ou des contrat(s) de travail **de 120 heures minimum sur la durée totale du marché. Le nombre d'heures n'est pas limitée.**

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières précise quels sont les publics éligibles au dispositif, les différentes modalités de mise en œuvre et de contrôle de son exécution, les pénalités applicables en cas de non-respect de ses obligations par l'entreprise.

Le Maître d'Ouvrage **a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre** de la clause sociale d'insertion et de promotion de l'emploi. Ce dispositif est précisé dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

## 3 - Les intervenants

### 3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée **par le maître d'œuvre.**

### 3.2 - Maîtrise d'œuvre

Les coordonnées de la maîtrise d'œuvre en charge du dossier seront communiquées ultérieurement.

### 3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée **par le maître d'œuvre.**

### 3.4 - Contrôle technique

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

### 3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est prévue pour cette opération. En revanche, le maître de l'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention et procède, avec le concours du ou des titulaires, à une analyse des risques afin d'élaborer le plan de prévention.

## 4 - Conditions relatives au contrat

### 4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le **délai d'exécution** des prestations est laissé **à l'initiative du candidat** qui devra le préciser **à l'acte d'engagement**, sans toutefois dépasser le délai plafond de **90 jours calendaires (3 mois) période de préparation non comprise.**

## 4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : **ressources propres de la Communauté de Communes de la Plaine de l'Ain**.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) **du marché** seront payées dans un délai global de **30 jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au **CCAP**, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

## 4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

## 5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

1. Le règlement de la consultation (RC)
2. L'acte d'engagement (AE)
3. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
4. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
5. La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
6. Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
7. Le Cadre de Réponse (CR)
8. Plan

Le dossier de consultation est disponible gratuitement sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

<https://marchespublics.ain.fr/>

**Les modalités de mise à disposition des documents de la consultation sont fixées comme suit :**

L'accès aux documents de la consultation est gratuit, complet, direct et sans restriction.

Lorsque certains documents de la consultation sont trop volumineux pour être téléchargés depuis le profil d'acheteur, l'acheteur indique dans l'avis d'appel à la concurrence ou dans l'invitation à confirmer l'intérêt, les moyens électroniques par lesquels ces documents peuvent être obtenus gratuitement.

Les opérateurs économiques peuvent indiquer à l'acheteur le nom de la personne physique chargée du téléchargement et une adresse électronique, afin que puissent lui être communiquées les modifications et les précisions apportées aux documents de la consultation.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le **pouvoir adjudicateur** se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation **au plus tard 10 jours** avant la date limite de réception des offres.

Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le **pouvoir adjudicateur** des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 6 - Présentation des candidatures et des offres

Le **pouvoir adjudicateur** applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues **aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique** :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)



Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés
Qualibat 1311 Terrassements, fouilles ou équivalence
Qualibat 1321 Canalisations d'assainissement ou équivalence
Qualibat 1341 Aménagement de chaussées et trottoirs ou équivalence

**Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence.** Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par [le pouvoir adjudicateur](#).

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

#### **Pièces de l'offre :**

Libellés
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
<p><b>Le cadre de réponse :</b> l'utilisation de la structure de ce cadre de réponse <b><u>est obligatoire</u></b>. Il est destiné :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• à fiabiliser les réponses des candidats à tous les éléments servant à l'appréciation des critères d'analyse des offres</li><li>• à faciliter le traitement des informations fournies dans le cadre de l'analyse des offres.</li></ul> <p>Il est rappelé que <b><u>cette pièce est contractuelle</u></b>. A ce titre, les informations et dispositions renseignées dans le présent document <b><u>engagent le titulaire</u></b>.</p> <p><b>Il est précisé que le cadre de réponse est limité à 20 pages A4 recto/verso soit 10 feuilles.</b></p>
Le calendrier prévisionnel d'exécution

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## **6.2 - Présentation des variantes**

Les candidats présenteront un dossier général "variantes " comportant un sous-dossier pour chacune d'entre elles.

Chaque variante sera chiffrée dans l'acte d'engagement, en complément de l'offre de base.

### 6.3 - Visites sur site

Une visite sur site **est préconisée**. Il appartient au candidat de se rendre sur le site en libre accès afin de recueillir tous les éléments permettant de préciser son offre.

En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir, postérieurement à l'exécution de son marché, d'une connaissance insuffisante des lieux et terrains, d'implantation des ouvrages, etc., et ne pourra prétendre à une majoration de prix ou rémunération complémentaire pour d'éventuels problèmes d'accès ou difficultés d'exécution.

## 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 7.1 - Transmission électronique

**La transmission des documents par voie électronique est obligatoire.** Elle doit être effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

<https://marchespublics.ain.fr/>

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « **hors délai** » si le téléchargement se termine **après la date et l'heure limites de réception des offres**.

Si une **nouvelle offre** est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci **annule et remplace l'offre précédente**.

**Conformément à l'arrêté du 22 mars 2022, les modalités de la mise à disposition de la copie de sauvegarde sont fixées comme suit :**

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde **avant la date et heure de remise des candidatures ou des offres**.

La copie de sauvegarde est transmise à l'acheteur ou l'autorité concédante sur support papier ou sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) doit être placée dans un pli comportant la mention « **copie de sauvegarde** », ainsi que **le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée et transmise à :**

**Communauté de Communes de la Plaine de l'Ain**

143 rue du Château

01150 CHAZEY SUR AIN

Horaires d'ouverture : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et 14h00 à 17h00

**Par arrêté en date du 14 avril 2023 modifiant l'annexe 6 du Code de la Commande publique, la copie de sauvegarde** peut être transmise **par voie électronique** au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique) à l'adresse suivante :

[commande.publique@ville-amberieu.fr](mailto:commande.publique@ville-amberieu.fr)

**La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :**

- 1 - Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- 2 - Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, **sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.**

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

Lorsque la copie de sauvegarde est ouverte, elle est conservée conformément aux articles R.2184-12, R. 2184-13, et R. 2384-5 du code de la commande publique.

Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte ou a été écartée lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté, elle est détruite.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

**La signature électronique des documents n'est pas exigée** mais autorisée dans le cadre de cette consultation.

Toutefois, dans le cas où, le candidat souhaite fournir une signature électronique, chaque pièce pour laquelle une signature est exigée **doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle** et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (\*\*) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.lsti-certification.fr/>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue pourra être transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite **du contrat** par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## 7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission **par voie papier n'est pas autorisée**.

## 8 - Examen des candidatures et des offres

### 8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le **pouvoir adjudicateur** peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de **10 jours**.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### 8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues **aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique** et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

#### **Procédure de détection des offres anormalement basses :**

Lorsque l'acheteur estime qu'une offre semble anormalement basse, il sera mis en œuvre la procédure de détection des offres anormalement basses conformément **aux articles L2152-5 et 6, R.2152-3 et 4 du Code de la commande publique**.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

NUMERO	CRITERES ET SOUS-CRITERES	PONDERATION
<b>1</b>	<b>PRIX DES PRESTATIONS</b>	<b>60 points</b>
<b>Le critère prix des prestations</b> sera calculé sur <b>montant total HT de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)</b> et selon la méthode suivante :  Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante*/Montant de l'offre à noter) x <b>30 points</b> <i>(*offres anormalement basses exclues)</i>  Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, le soumissionnaire sera invité à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.		
<b>2</b>	<b>VALEUR TECHNIQUE</b>	<b>40 points</b>
<b>2.1</b>	<b>Moyens humains et matériels</b> mis en œuvre pour l'exécution des prestations et qualifications des intervenants	<b>15 points</b>
<b>2.2</b>	<b>Mode opératoire des travaux et mesures de prévention des perturbations de la vie locale spécifiques au site</b> , (plan des installations diverses, gestion de la circulation, prévention des nuisances, planning d'exécution ...)	<b>10 points</b>

<b>2.3</b>	<b>Mesures prises pour le traitement des déchets</b> , des gravats, stockage des matériaux et respect de la sécurité durant le chantier	<b>10 points</b>
<b>2.4</b>	<b>Clause environnementale</b> (art. 2.4.1° du présent règlement)	<b>5 points</b>
<p><b>Le critère valeur technique</b> sera estimé sur la base des éléments indiqués dans le cadre de réponse et calculé comme suit :</p> <p><b><u>Barème de notation des sous-critères</u></b></p> <p>Note <b>0</b> : <b>absent</b>  Note <b>1</b> : <b>insuffisant</b>  Note <b>2</b> : <b>moyen (réponse partielle ou manquant de cohérence)</b>  Note <b>3</b> : <b>correct, mais généraliste</b>  Note <b>4</b> : <b>excellent, pertinent</b></p> <p>Note sous-critère <b>n°2.1</b> = Note barème attribuée x <b>3,75 points</b>  Note sous-critère <b>n°2.2</b> = Note barème attribuée x <b>2,5 points</b>  Note sous-critère <b>n°2.3</b> = Note barème attribuée x <b>2,5 points</b>  Note sous-critère <b>n°2.4</b> = Note barème attribuée x <b>1,25 points</b></p> <p><b>La note totale valeur technique est l'addition des notes obtenues pour les sous-critères 2.1 à 2.4.</b></p>		
<b>Pondération totale des critères d'attribution</b>		<b>100 points</b>

### 8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec les **3 candidats ayant obtenu les meilleures notes**. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

## 9 - Renseignements complémentaires

### 9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante :

<https://www.marchespublics.ain.fr/>

Cette demande doit intervenir **au plus tard 10 jours** avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **6 jours au plus tard** avant la date limite de remise des plis.

Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les **6 jours** qui suivent la réception de leur demande.

## 9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Lyon  
184 rue Duguesclin  
69433 LYON CEDEX 03

Tél : 04 87 63 50 00  
Télécopie : 04 87 63 52 50  
Courriel : [greffe.ta-lyon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lyon@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Lyon  
Palais Juridictions Administratives  
184 rue Duguesclin  
69433 LYON CEDEX 03

Tél : 04 87 63 50 00  
Télécopie : 04 87 63 52 50  
Courriel : [greffe.ta-lyon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lyon@juradm.fr)